



Assemblée générale

Distr. générale
1er septembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 114 de l'ordre du jour provisoire*

**Rapports financiers et états financiers vérifiés
et rapports du Comité des commissaires aux comptes**

Application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Au paragraphe 7 de sa résolution 48/216 B du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies de lui faire connaître, au moment où elle est saisie des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre pour les appliquer.

2. Le présent rapport a été établi comme suite à cette demande, sur la base de l'hypothèse que toutes les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1997¹ seraient approuvées par l'Assemblée générale à sa présente session. Il contient des informations sur les mesures prises ou à prendre comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, y compris, le cas échéant, un calendrier d'application.

3. Pour établir le présent rapport, il a été tenu compte des dispositions des résolutions ci-après de l'Assemblée générale : 49/216 A du 23 décembre 1994, en particulier les paragraphes 9 et 10; 49/216 B, paragraphes 3 et 4; 49/216 C,

paragraphe 3; 50/204 A du 23 décembre 1995, paragraphe 4; 51/225 du 3 avril 1997, section A, paragraphe 10; et 52/212 B du 31 mars 1998, paragraphes 3 à 5.

II. Recommandations précédentes qui n'ont pas été intégralement appliquées

4. À l'alinéa a) du paragraphe 9 de son rapport¹, le Comité a fait observer que sa recommandation précédente selon laquelle il fallait corriger les défauts des procédures de recrutement, de rémunération et de notation professionnelle des experts et des consultants n'avait pas été intégralement appliquée par l'Administration.

5. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a tenu compte de cette recommandation dans le cadre des conseils qu'il fournit et de la surveillance qu'il exerce à l'occasion de la nomination de consultants par les services organiques. Le rapport du Secrétaire général sur l'emploi de consultants, qui paraîtra dans le courant de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, contiendra des directives concernant

* A/53/150.

aussi bien la sélection des consultants que les tâches à leur confier.

6. À l'alinéa b) du paragraphe 9, le Comité a fait observer que sa recommandation précédente selon laquelle il fallait mettre en place un système d'organisation des carrières n'a pas été intégralement appliquée par l'Administration.

7. Comme le Comité l'a noté au paragraphe 112 de son rapport, parmi d'autres mesures prises pour donner suite à cette recommandation, l'Administration mettait en place une politique d'organisation des carrières fondée sur le principe que la responsabilité de l'évolution d'une carrière incombe à la fois au fonctionnaire, à son supérieur hiérarchique et à l'Organisation, et mettait en oeuvre un certain nombre de mécanismes d'appui aux carrières, y compris de nouveaux programmes de perfectionnement et des stages d'organisation des carrières. D'autres initiatives d'appui aux carrières étaient en cours d'élaboration dans le cadre de l'étude générale du Secrétaire général sur la gestion des ressources humaines de l'Organisation.

III. Application des recommandations formulées au paragraphe 11 du rapport du Comité des commissaires aux comptes

8. À l'alinéa a) du paragraphe 11, le Comité a recommandé que l'Administration exerce un meilleur contrôle pour que le montant définitif des dépenses effectuées par chaque section et chaque centre de responsabilité corresponde autant que possible aux crédits alloués pour l'exercice biennal.

9. L'Administration prendra des mesures appropriées pour renforcer encore le contrôle des dépenses engagées au moyen des crédits alloués. Il convient cependant de souligner qu'il sera difficile de faire en sorte que le montant définitif des dépenses corresponde autant que possible aux crédits alloués au début de l'exercice biennal. Dans la pratique, les crédits sont alloués en début d'exercice pour une année, et non deux. Il sera donc impossible de faire en sorte que le montant définitif des dépenses corresponde aux crédits initialement alloués. En outre, d'importants ajustements sont apportés au budget dans le cadre des premier et second rapports sur l'exécution du budget par suite des fluctuations monétaires. Celles-ci influent sur le budget initial et rendent difficile, dès le départ, toute comparaison. Le Contrôleur est chargé d'améliorer les modalités de contrôle des dépenses par rapport aux crédits alloués.

10. À l'alinéa b) du paragraphe 11, le Comité a recommandé que l'Administration intègre tous les systèmes de comptabilité dans le Système intégré de gestion (SIG).

11. Le SIG n'ayant pas encore été mis en place dans les bureaux hors Siège, ceux-ci doivent continuer d'utiliser les codes tirés du grand livre, leurs systèmes informatiques respectifs n'étant programmés que pour accepter ceux-là. Tant que le SIG n'aura pas été mis en place dans les bureaux hors Siège, les informations budgétaires concernant ces bureaux doivent être traitées dans le cadre du système de comptabilité générale existant. À partir de ce système, les informations sont transférées électroniquement, par des passerelles, au système d'information budgétaire et au SIG. En prévision de la mise en place du SIG, les bureaux hors Siège ont reçu la liste des comptes SIG à utiliser pour la conversion de leurs comptes. La responsabilité d'appliquer cette recommandation incombe au Contrôleur et au Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui. La mise en place du SIG dans les bureaux hors Siège, à l'exclusion des missions de maintien de la paix, commencera au cours du premier trimestre de 1999 et devrait être achevée à la fin de la même année.

12. Toujours à propos du SIG, le Comité a recommandé en outre, à l'alinéa c) du paragraphe 11, que l'Administration modifie le troisième module du SIG afin d'éviter d'avoir à procéder à des corrections majeures pour apurer les comptes débiteurs et créanciers gérés par d'autres systèmes; de fournir les informations précises concernant l'identité des débiteurs ou des créanciers pour chaque montant inscrit dans les comptes débiteurs et créanciers; et de permettre à l'Organisation de continuer activement à recouvrer les sommes qui lui sont dues, en particulier celles qui sont inscrites dans des comptes restés longtemps en souffrance.

13. Afin de résoudre ce problème, une étude approfondie de la façon dont les sommes à recevoir et à payer sont comptabilisées dans le SIG a été utilisée, après quoi une proposition a été formulée tendant à établir des codes supplémentaires pour le grand livre et des règles pour les transférer au SIG afin de mieux gérer les sommes à recevoir et à payer. En outre, un rapport de compensation pour les opérations financières de juin 1998 permet d'identifier les soldes correspondant aux différents bénéficiaires des paiements et de déterminer, le cas échéant, le montant net de ces soldes aux fins de l'établissement des rapports, ainsi que de fournir des informations permettant de procéder aux écritures d'ajustement. Différentes modifications seront progressivement apportées au SIG. On compte que cette recommandation sera appliquée d'ici le milieu de 1999, la responsabilité de son application incombant au Contrôleur et au Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui.

14. À l'alinéa d) du paragraphe 11, le Comité a recommandé que l'Administration programme les gros travaux d'entretien assez longtemps à l'avance pour éviter d'avoir à déroger aux procédures normales de passation des contrats et disposer d'un délai suffisant pour la procédure d'autorisation, à réception des soumissions et la vérification des références des fournisseurs et des vendeurs.

15. Il convient de noter qu'en raison de la vétusté des bâtiments, un nombre anormalement élevé de travaux d'urgence ont dû être entrepris. L'insuffisance des fonds disponibles pour entreprendre de tels travaux, aggravée par les réductions budgétaires imposées au cours de l'exercice précédent, a entraîné le report total ou partiel d'un certain nombre de travaux d'entretien et de réparation prévus, plusieurs exercices biennaux de suite.

16. Conformément à cette recommandation, l'Administration a commencé en 1997 à élaborer un plan directeur à long terme pour l'amélioration des équipements afin de disposer d'un cadre rationnel et d'un calendrier pour les travaux de construction nécessaires pour moderniser et entretenir, au cours des 25 années à venir, les installations actuelles qui ont déjà 50 ans. Le plan directeur est assorti d'un calendrier de réparations, de manière à éviter les problèmes que posent des priorités concurrentes et à ne pas avoir à entreprendre de travaux d'urgence. La version définitive du plan sera achevée d'ici la fin de 1998 et actualisée selon que de besoin. Son application effective sera toutefois fonction des fonds disponibles. Il convient également de noter qu'indépendamment de toute planification ordonnée, il ne faut pas oublier qu'en raison de la vétusté des bâtiments, il faudra continuer de procéder à des réparations d'urgence. L'Administration compte élaborer une méthode acceptable de conception et d'achat pour faire face aux travaux d'urgence. Un système est actuellement en place pour déterminer les critères auxquels doivent satisfaire les fournisseurs, pour pouvoir participer aux appels d'offres (achats) du Secrétariat. En outre, il appartient à chaque fonctionnaire chargé des achats de s'assurer, dans chaque cas, que l'adjudicataire éventuel est responsable. Les services de la société Dun and Bradstreet sont utilisés pour établir le sérieux des adjudicataires éventuels. C'est le Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui qui est responsable de l'application de cette recommandation.

17. En ce qui concerne la gestion des achats, le Comité a recommandé, à l'alinéa e) du paragraphe 11, que l'Administration veille à ce que les entreprises candidates disposent d'un laps de temps suffisant pour répondre aux appels d'offres. L'Administration approuve cette recommandation et veillera à ce que les entreprises candidates disposent de suffisamment de temps pour soumettre leurs offres ou propo-

sitions. Le temps effectivement imparti variera d'une procédure d'achat à l'autre – sa complexité, son urgence et son importance relative parmi d'autres facteurs –, mais l'Administration veillera toujours à ce qu'aucun fournisseur intéressé remplissant les conditions requises ne se voie refuser la possibilité de répondre à un appel d'offres faute de temps. C'est le Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui qui est responsable de l'application de cette recommandation.

18. Toujours à propos des appels d'offres, à l'alinéa f) du paragraphe 11, le Comité a recommandé que l'Administration fasse figurer dans le Manuel des achats des directives relatives à la procédure d'appel d'offres ouvert et précise dans ce manuel la fréquence des évaluations effectuées par le Comité d'examen des fournisseurs.

19. L'Administration approuve cette recommandation. Comme il est indiqué au paragraphe 103 du rapport du Comité, le Manuel sera révisé en conséquence lors de sa prochaine mise à jour. Il est envisagé soit d'établir la section correspondante du Manuel, soit de prévoir une nouvelle section contenant des directives plus détaillées précisant dans quelles conditions un appel d'offres public peut améliorer l'efficacité des achats, notamment le calendrier pour la procédure d'achat, le degré de complexité des spécifications, etc. C'est le Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui qui est responsable de l'application de cette recommandation.

20. À l'alinéa g) du paragraphe 11, le Comité a recommandé en outre que l'Administration mette rapidement au point les normes et procédures d'urgence pour l'aide humanitaire. L'Administration approuve sans réserve cette recommandation et veillera à ce que la version définitive des directives soit achevée d'ici décembre 1998. C'est le Sous-Secrétaire général à la planification des programmes, au budget et à la comptabilité qui est responsable de l'application de cette recommandation.

21. Après avoir examiné la question de la gestion des ressources humaines, le Comité a recommandé, à l'alinéa h) du paragraphe 11, que l'Administration énonce et mette en oeuvre sans tarder une stratégie d'organisation des carrières.

22. Dans le cadre du programme général de réformes formulé par le Secrétaire général et avec l'aide du Groupe de travail sur les ressources humaines, l'Organisation s'emploie actuellement à mettre au point un certain nombre de mécanismes d'appui aux carrières qui se fondent sur la notion de responsabilité partagée en la matière. L'Organisation est déterminée à offrir un ensemble de possibilités; les cadres sont sensés assumer la responsabilité du perfectionnement de leurs subordonnés (cette démarche est renforcée par le

système de notation); les fonctionnaires, quant à eux, doivent faire preuve de souplesse et être mobiles, attachés à leur perfectionnement professionnel et disposés à saisir les occasions d'apprentissage continu qui leur sont offertes. Les initiatives en cours en matière d'appui aux carrières comprennent des programmes de perfectionnement à l'intention du personnel de toutes les classes, des mécanismes pour faciliter la mobilité et des instruments pour aider les fonctionnaires à organiser leur carrière et les cadres à fournir un appui en la matière à leurs subordonnés. C'est le Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines qui est responsable de l'application de cette recommandation.

23. À l'alinéa i) du paragraphe 10 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration vérifie que la suppression de 59 postes dont il avait été question au moment de la création de l'Office des Nations Unies à Nairobi a bien été effectuée.

24. Le nombre total de postes de la structure administrative a effectivement été réduit de 59, comme il ressort du document budgétaire. Les effectifs du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) et de l'Office des Nations Unies à Nairobi ont été réduits, le montant des contributions volontaires versées aussi bien au PNUE qu'au CNUEH ayant diminué. L'Administration étudiera la question pour confirmer cette situation. C'est le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi qui est responsable de l'application de cette recommandation.

25. À l'alinéa j) du paragraphe 10 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration envisage de mettre en place pour les usagers des services fournis par les Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne un système de paiement obligatoire basé sur le partage des coûts.

26. L'Administration approuve cette recommandation et y donnera suite dans le cadre de son examen en cours des services communs dans l'ensemble de l'Organisation.

27. S'agissant également des Offices des Nations Unies, à l'alinéa k) du paragraphe 11, le Comité a conseillé à l'Administration de demander aux Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne d'adopter la série d'indicateurs de résultats clefs que le Secrétaire général a proposé d'utiliser pour les services de conférence, et d'élaborer des indicateurs de performance pour les autres services.

28. L'Administration approuve cette recommandation et compte approfondir la question en consultation avec les bureaux hors Siège dans le cadre de l'examen général des services communs. C'est le Sous-Secrétaire général aux

services centraux d'appui qui est chargé d'appliquer cette recommandation d'ici à juillet 1999.

29. À l'alinéa l) du paragraphe 11 de son rapport, le Comité a recommandé que les centres de conférence de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) soient constitués en centres de coûts distincts, tous les coûts liés à leur fonctionnement étant imputés sur leur budget afin de mieux déterminer leur rentabilité.

30. L'Administration prend note de cette recommandation. Elle étudiera la possibilité de l'appliquer et, dans l'affirmative, présentera des propositions sur les modalités financières devant régir l'exploitation des centres de conférence de la CEA et de la CESAP à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session.

31. À l'alinéa m) du paragraphe 11 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration contrôle et accélère la préparation du passage à l'an 2000; teste intégralement tous les systèmes informatisés, y compris ceux que l'on considère comme étant prêts pour le passage à l'an 2000 du fait de leur nouveauté parce qu'ils sont récents, suffisamment à l'avance pour corriger les éventuels problèmes et éviter les mauvaises surprises; s'assure officiellement que le SIG est prêt pour le passage en l'an 2000; et énonce des plans d'urgence pour tous les systèmes informatisés d'importance vitale.

32. Cette recommandation est conforme au plan d'action de l'Administration, qui se fonde sur une approche par projet et prévoit également une élaboration de plans d'urgence, le cas échéant. Toutes les mesures nécessaires, y compris la mise à niveau des logiciels et des applications, seront prises pour veiller que tous les systèmes informatisés soient prêts pour le passage à l'an 2000. C'est le Sous-Secrétaire général à la gestion qui est responsable de l'application de cette recommandation.

IV. Application des recommandations contenues dans le corps du rapport

33. Outre les principales recommandations susmentionnées, le Comité a formulé d'autres recommandations spécifiques tout au long de son rapport.

34. Au paragraphe 23 du rapport, le Comité a demandé instamment à l'Administration d'étudier de manière plus approfondie la recommandation qu'il avait formulée dans son rapport sur l'exercice biennal 1994-1995 visant à ce que les rapports sur l'exécution du budget présentés à l'Assemblée

générale soient modifiés dans le cadre du troisième module du SIG de façon à présenter l'état des dépenses effectives et des prévisions à une date plus proche du terme de l'exercice biennal. L'Administration continuera d'étudier la possibilité d'appliquer cette recommandation sous réserve des ressources disponibles à cette fin.

35. En ce qui concerne les bordereaux interservices, le Comité a, au paragraphe 48 de son rapport, recommandé que :

- a) le Siège de l'ONU redéfinisse le volume d'informations à joindre aux bordereaux interservices afin de garantir que ceux-ci soient accompagnés de toutes les précisions nécessaires à la vérification et à l'enregistrement correct des transactions;
- b) le Siège de l'ONU et l'Office des Nations Unies à Genève contrôlent et vérifient plus régulièrement les bordereaux interservices de façon à ce que ces transactions soient correctement enregistrées dans les comptes au terme des exercices financiers; et
- c) les montants bruts des bordereaux apparaissent dans les états financiers et soient classés comme des transactions en attente.

36. L'Administration approuve cette recommandation. Il convient de noter qu'au début de la mise en service du SIG, des retards considérables avaient été enregistrés en ce qui concerne la transmission des bordereaux interservices et des pièces justificatives aux bureaux hors Siège. Grâce au dialogue constant avec les bureaux hors Siège, le Siège s'est rendu compte de la nature des difficultés liées à la mise en place du SIG et aucun effort n'a été épargné, notamment la publication de directives pour veiller à ce que toutes les pièces justificatives nécessaires soient présentées, comme mentionné par le Comité, de manière que les bordereaux interservices soient étayés plus souvent et de façon plus précise de pièces justificatives. Actuellement, l'Administration procède à une étude approfondie de la façon dont les bordereaux sont traités en vue de simplifier le processus et de l'améliorer, le cas échéant. C'est le Contrôleur qui est responsable de l'application de cette recommandation d'ici la fin de 1999.

37. En ce qui concerne la gestion de la trésorerie à l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Comité a recommandé, au paragraphe 50, d'établir des prévisions des mouvements de trésorerie et les utiliser comme outil de gestion de la trésorerie. L'Administration prendra les mesures qui s'imposent pour améliorer la gestion de la trésorerie, notamment en renforçant les systèmes de prévision des mouvements de trésorerie de l'Office, en utilisant au maximum des comptes producteurs d'intérêts et en plaçant les excédents à court terme afin de maximiser les intérêts. C'est le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi qui est responsable de l'application de cette recommandation.

38. En ce qui concerne les avances consenties aux agents d'exécution, le Comité a recommandé au paragraphe 57 de son rapport que l'Administration réexamine la situation des avances faites aux agents d'exécution, qui n'ont pas été remboursées, notamment les plus anciennes, et se procure les comptes y afférents, et qu'elle prenne également des mesures pour garantir la présentation systématique de comptes par les agents d'exécution. La recommandation est conforme aux mesures prises par l'Administration. Outre les examens périodiques qui sont effectués, il est envisagé d'augmenter la fréquence des contacts de suivi avec les agents d'exécution par l'intermédiaire des départements des bureaux organiques du Secrétariat.

39. En ce qui concerne les rapprochements bancaires, le Comité a recommandé, au paragraphe 63 de son rapport, que la CEA et l'Office des Nations Unies à Nairobi fassent le nécessaire pour mettre à jour les états de rapprochement et qu'ils enquêtent rapidement sur les écritures non confirmées afin de procéder aux ajustements nécessaires. L'Administration abonde dans ce sens. Elle s'emploie actuellement à liquider les arriérés de rapprochements bancaires et les travaux dans ce domaine progressent comme prévu.

40. En ce qui concerne la boutique-cadeaux de l'ONU, le Comité a recommandé, au paragraphe 69, que l'Administration règle sans plus tarder le problème du rachat du stock de la boutique-cadeaux. Cette recommandation est en cours d'application. Étant donné que la différence entre la valeur comptable des stocks et le prix que l'entrepreneur a offert du fait que certains articles ne sont pas vendables est une question contractuelle, l'affaire a été renvoyée au Comité des marchés du Siège pour décision. C'est le Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui qui est responsable d'appliquer intégralement cette recommandation d'ici à décembre 1998.

41. En ce qui concerne l'achat de papier recyclé, le Comité a recommandé, au paragraphe 82 de son rapport, d'interdire aux départements qui demandent des fournitures de spécifier le nom du fabricant, afin de garantir une concurrence ouverte et d'obtenir un meilleur rapport qualité-prix.

42. L'Administration prend bonne note de la recommandation. Il convient de rappeler, toutefois, que les besoins de l'Administration postale des Nations Unies (APNU), par exemple, sont très particuliers et répondent à des spécifications très rigoureuses en ce qui concerne le papier utilisé pour les timbres-poste. Les produits de certains fabricants sont peut-être techniquement conformes aux spécifications, mais ils ne répondent pas nécessairement aux normes de sécurité très strictes appliquées pour l'impression de timbres-poste.

En conséquence, une papeterie ou un producteur de papier donné peut ne pas être invité à soumissionner.

43. En ce qui concerne le Système intégré de gestion de la bibliothèque, le Comité a recommandé, au paragraphe 87 de son rapport, que, compte tenu du retard considérable que le Système intégré de gestion de la bibliothèque avait pris depuis son autorisation par l'Assemblée générale au cours de l'exercice biennal 1992-1993, l'Administration veille à ce qu'il soit achevé sans plus tarder. Conformément à cette recommandation, la mise en place intégrale du système devait être achevée en août 1998, lorsque son dernier module (distribution) devait devenir opérationnel.

44. En ce qui concerne les versements anticipés effectués pour des contrats à l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Comité a recommandé, au paragraphe 89 de son rapport, que l'Administration veille à ce que les motifs invoqués pour des versements anticipés soient dûment consignés. La recommandation a été appliquée et l'Administration veille dorénavant à ce que les justifications écrites soient dûment consignées.

45. En ce qui concerne les achats des bureaux hors Siège, le Comité a recommandé, au paragraphe 96 de son rapport, que l'Administration veille à faire respecter les instructions et les règles prévues dans le Manuel des achats et réalise des économies d'échelle dans toute la mesure possible. La recommandation est conforme aux démarches entreprises par l'Administration pour renforcer le contrôle en matière de délégation de pouvoirs aux bureaux hors Siège en matière d'achats et de tirer au maximum parti des achats groupés.

46. En ce qui concerne le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le Comité a recommandé, au paragraphe 98 de son rapport, que l'Administration s'efforce de recouvrer les taxes payées indûment et s'emploie, en collaboration avec le gouvernement, à résoudre la question du paiement de la TVA. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC poursuivra l'affaire dans ce sens.

47. Au paragraphe 123, le Comité a recommandé que l'Administration fasse respecter scrupuleusement les instructions relatives au recrutement de consultants. La recommandation est acceptée et il en sera tenu compte dans le cadre des conseils que le Bureau de la gestion des ressources humaines fournira et de la surveillance qu'il exercera à l'occasion de la nomination de consultants par les services organiques. Le rapport du Secrétaire général sur l'emploi de consultants, qui paraîtra dans le courant de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, contiendra des directives concernant aussi bien la sélection des consultants que les tâches à leur confier.

48. En ce qui concerne le recrutement et la nomination du personnel, le Comité a recommandé, au paragraphe 144 de son rapport, que l'Office des Nations Unies à Genève et l'Office des Nations Unies à Vienne enregistrent toutes les étapes de la procédure de recrutement et d'affectation, afin qu'on puisse relever les retards, en analyser les causes et prendre les mesures correctives nécessaires. L'Administration a commencé à appliquer cette recommandation, notamment en affinant le processus de nomination et de promotion, et en instituant un système permettant de suivre toutes les étapes de la procédure de recrutement afin de pouvoir analyser les causes des retards et de rationaliser encore le processus.

49. En ce qui concerne la Commission d'indemnisation des Nations Unies, le Comité a recommandé, au paragraphe 172 de son rapport, que la Commission invite son conseil d'administration à revoir les bases de calcul des commissions que les gouvernements sont autorisés à prélever au titre des frais de dossier sur l'indemnité versée aux requérants. On compte que le Secrétaire exécutif de la Commission portera la recommandation à l'attention du Conseil d'administration de la Commission à sa réunion de décembre 1998.

50. En ce qui concerne la gestion des projets à la CESAP, le Comité a recommandé, au paragraphe 214 de son rapport, que l'administration de la CESAP veille à affecter aux projets le personnel voulu une fois que les priorités ont été définies. La CESAP a pris des mesures concrètes, conformément à cette recommandation, dans le cadre de la formulation des projets pour 1999.

51. En ce qui concerne le cas de fraude à la CNUCED, le Comité a recommandé, au paragraphe 224 de son rapport, que la CNUCED introduise des procédures de délivrance d'avis d'attribution de fonds pour les projets financés au moyen de fonds d'affectation spéciale. La CNUCED a commencé à appliquer la recommandation, qui devrait être intégralement appliquée d'ici à mars 1999.

V. Application des recommandations figurant dans l'annexe du rapport

52. En faisant le point des mesures prises pour appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1995, le Comité a fait, dans l'annexe de son rapport, un certain nombre de recommandations de suivi sur les questions ci-après.

53. En ce qui concerne sa recommandation antérieure tendant à modifier les rapports sur l'exécution du budget afin

qu'ils rendent mieux compte de l'évolution effective des dépenses et de l'exécution du budget alors qu'on s'approche de la fin de l'exercice biennal, le Comité a suggéré, au paragraphe 15 de l'annexe, que l'Administration réexamine la question dans le cadre de l'informatisation des rapports sur l'exécution du budget qui sera réalisée en collaboration avec le SIG. L'Administration abonde dans ce sens et poursuivra l'affaire.

54. En ce qui concerne la sélection de consultants, le Comité a indiqué, au paragraphe 55 de l'annexe, qu'il souhaitait que l'Administration examine de plus près la question du recrutement de consultants sur une base concurrentielle et sur la base du «candidat unique» ainsi que les méthodes permettant de recruter les consultants sur une base géographique plus large. La suite donnée à cette recommandation figurera dans le rapport du Secrétaire général sur l'emploi de consultants, qui paraîtra dans le courant de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale.

Note

¹ À paraître en tant que *Supplément No 5 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session* (A/53/5), vol. I, chap. II.